

CHAKIB KHELIL S'EXPRIME SUR L'AFFAIRE BRC

"Qui juge si ça coûte cher ou pas ?"

Son département cité dans la désormais affaire BRC, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a informé, hier, lors de sa prestation au forum hebdomadaire "En toute franchise" de la Radio Chaîne III, qu'il n'est pas convoqué par la justice et que ni lui, ni le président-directeur général de la Sonatrach n'ont eu accès au rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) dont la presse a récemment fait échos. "Les marchés de gré à gré sont autant permis pour le ministère de la Défense nationale que pour le ministère de l'Energie et des Mines", s'est-il défendu, après avoir souligné que BRC a également construit les hôpitaux militaires d'Oran.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Energie et des Mines, qui a rappelé qu'il était à l'origine de la création de la société BRC dans les années 90, avant qu'elle ne contacte un partenariat avec la société américaine Haliburton, a dit ne pas comprendre qu'il fasse l'objet d'autant d'harcèlement à propos "d'une société qui a fait correctement son travail".

Pour lui, il n'y a donc rien d'illégal à ce que des marchés de gré à gré soient passés avec cette société, comme cela a

été le cas pour les travaux d'aménagement et d'ameublement du siège de son département sis au val d'Hydra. "Il y a des situations où l'on peut passer des marchés de gré à gré, le open book". Interrogé précisément sur les surfacturations dont a fait cas le rapport de l'IGF, le ministre a rétorqué par un "je ne fais pas confiance à ce que vous dites, mais en tout état de cause, qui est juge pour déterminer si ça coûte moins ou plus cher. Il faudra pour cela qu'il soit fait appel à un expert". Il convient, cela



dit, de souligner que le ministre de l'Energie et des Mines n'a pas infirmé l'existence de l'affaire en question. Le chef du gouvernement l'a confirmé il y a de cela une semaine, lors de son passage au forum de l'ENTV et que la justice s'en est saisie. Par ailleurs, le ministre a, par deux fois, souligné que BRC a passé également des marchés avec le MDN. L'a-t-il fait seulement pour dire que BRC est une société tout ce qu'il y a de convenable

ou alors pour des considérations autres ?

Le ministre de l'Energie et des Mines, qui a reproduit, dans un propos liminaire, le bilan de son secteur, a révélé que l'Algérie a exporté pour 45 milliards de dollars d'hydrocarbures durant les 10 premiers mois de 2006. Il a également indiqué que la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures de 2000 à fin octobre 2006 avait atteint 204 milliards de dollars. "La valeur des exportations de 2000 à fin octobre 2006 a atteint 204 milliards de dollars US dont 45 milliards de dollars US réalisés au cours des 10 premiers mois de l'année 2006", a déclaré le ministre.

"Le volume global des exportations d'hydrocarbures est passé de 124 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2000 à 145 millions de TEP en 2005 reflétant une évolution de 17% durant la période", a ajouté M. Khelil.

M. Khelil a également indiqué que près de 2.377 milliards de dinars (26 milliards d'euros) ont été versés au Trésor public durant les 10 premiers mois de 2006, alors que le Trésor public a reçu 10.500 milliards de dinars (115 milliards d'euros) de 2000 à 2005.

M. Khelil a, enfin, indiqué que "le secteur de l'énergie et des mines emploie aujourd'hui quelque 208.400 agents, dont 41.000 par l'industrie privée".

Le ministre a, en outre, réduit de l'ampleur des départs de cadres de la Sonatrach vers les compagnies étrangères. Il a réfuté le chiffre de 2000 cadres qui auraient déserté la Sonatrach. Selon lui, ils ne sont qu'une quarantaine de cadres à l'avoir fait. Il a aussi infirmé l'assertion selon laquelle Anadarco voudrait quitter l'Algérie. Cette société gagne annuellement quelque chose comme 4 milliards de dollars.

S. A. I.

L'ALGERIE VEND SON IMAGE POSITIVE AUX INVESTISSEURS ARABES

En attendant du concret

Entamés la veille, les travaux du 10^e congrès de l'Union des hommes d'affaires arabes se sont poursuivis, hier, à l'hôtel Hilton par la tenue de conférences sur les opportunités et le climat de l'investissement dans les pays arabes, des ateliers sectoriels et des rencontres d'affaires. Des rencontres qui se voulaient, selon le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), coorganisateur de cette manifestation, Omar Ramdane, l'occasion de "vendre l'image positive de l'Algérie", en œuvrant à mieux faire connaître les réalités économiques et les opportunités du marché algérien.

Au-delà des divergences d'appréciation sur l'organisation de cette rencontre, selon certains dévalorisée par une représentativité insuffisante des opérateurs arabes, ce que le président du FCE n'a pas manqué de démentir, et selon d'autres la cible d'une campagne de dénigrement, et au-delà aussi de l'absence, au demeurant inexplicable, à cette rencontre du ministre algérien de la Participation et de la Promotion de l'investis-

sement, Abdelhamid Temmar, ce rassemblement économique a, néanmoins, permis surtout tant de consolider les contacts en cours entre les opérateurs venus du Machrek et du Maghreb arabes et leurs homologues algériens, que d'enclencher de nouveaux, dans la perspective de la réalisation de projets d'investissement individuels ou en partenariat.

Des projets de partenariat possibles dans tous les secteurs d'activité et notamment dans le secteur des travaux publics dont le ministre de tutelle, Amar Ghoul, a exposé, lors d'un atelier sectoriel, les actions en cours ou projetées en matière de construction, modernisation et de réhabilitation des infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires et portuaires.

Selon Amar Ghoul, le secteur des travaux publics bénéficiaire d'une enveloppe de 23 milliards de dollars de financements publics, est ouvert à l'investissement étranger, arabe particulièrement. Un investissement bienvenu, selon l'hôte de cet atelier, sous toutes ses formes (individuel, en part-

enariat et autres formes), pour la création d'entreprises de réalisation, de bureaux d'étude, de services et dans la maintenance et la signalisation notamment. Un secteur ouvert à ce concours arabe sollicité, comme le sont d'autres domaines d'activité économique où nombre de projets mixtes algéro-égyptiens, algéro-jordanien ou algéro-émiratien, pour ne citer que ceux-ci, sont déjà lancés ou en cours de maturation.

Ainsi, un projet d'une usine de production de détergents à Médéa, un projet entre la firme d'exportation égyptienne Daroop Export Co et la société algérienne d'investissement El Moustamin, est en bonne voie de réalisation, tandis qu'un autre projet visant la création d'une huilerie à Sig (région d'Oran) est en cours de négociation et de maturation, selon les indications du directeur général de cette firme, Omar Faradj, convaincu de l'attractivité du marché algérien, mais demandeur cependant de plus de conditions favorables à l'investissement étranger. De même, les sociétés jordaniennes, déjà présentes en

Algérie, notamment dans le secteur pharmaceutique, et pour un volume d'investissements réalisés de l'ordre de 2 milliards de dollars, s'intéressent beaucoup au marché algérien et à la diversification de leurs activités. Par ailleurs, le secteur de l'habitat et de la promotion immobilière intéresse fortement les entreprises émiraties, en dépit de l'absence à cette rencontre du groupe émirati El Iimar, initiateur d'un projet de création de super tours à Alger, mais encore en attente d'une réponse définitive.

En effet, un autre groupe émirati, en l'occurrence Al Qudra Real Estate, une firme basée à Dubai, a, par la voix de son manager, Ahmed Saleh Al Yafei, affiché son intérêt pour la prospection de notre marché, voire la participation au programme de réalisation d'un million de logements d'ici à 2009 ainsi que l'investissement dans les secteurs de l'énergie et les infrastructures de base.

D'autres projets relatifs au domaine de la santé, autre secteur examiné en atelier sectoriel, marqué par la présence du ministre de la

Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Amar Tou, sont aussi à l'ordre du jour. Ainsi, le lancement d'une clinique de chirurgie plastique, réparatrice et esthétique est projeté à Alger par la firme émiratie United Zahra, en attendant le règlement de la contrainte liée au foncier.

En fait, ce 10^e congrès dont le suivant sera organisé en Libye et dont la clôture devait être faite par le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, a permis de mettre en avant les opportunités du marché algérien, nonobstant les contraintes récurrentes sans être cependant des freins rédhibitoires du foncier et des facilitations et qui doivent être levées.

En attendant, donc, du concret, des projets concrets et des investissements réels, au-delà du montant avancé par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) à plus de 5 milliards de dollars de projets ficelés pour 2007 et des prévisions tablant sur une vingtaine de milliards de dollars d'investissements arabes à moyen terme.

Chérif Bennaceur